



Une chose est sûre, l'engagement politique et social pour des causes nobles de l'activiste et lanceur d'alertes, Boris Bertolt, peut lui valoir aujourd'hui l'intimidation et représailles, raison pour laquelle il souligne lui-même qu'il préfère mourir plutôt que de remettre ses pieds dans ce pays (Cameroun) « aux mains d'un gouvernement illégitime qui tue les bébés ».

Dans une publication sur Facekook ce matin, l'ancien journaliste du quotidien privé Mutation, aujourd'hui exilé en France, s'indigne de l'arrestation de son confrère Paul Chouta.

En effet, selon les informations qui circulent, l'influenceur web, Paul Chouta, aurait été interpellé hier soir à Yaoundé, par des hommes en civil et conduit par la suite à la Direction de la Police Judiciaire.

L'on ignore encore formellement ce qui lui est reproché. Mais à en croire certaines sources, l'interpellation de l'activiste ferait suite à une plainte déposée contre lui par la célèbre romancière franco-camerounaise Calixte Beyala pour diffamation .

Boris Bertolt croit savoir pour sa part que l'arrestation de Paul Chouta est une « arrestation politique », visant à le faire taire, non sans ajouter qu' « une dictature qui a mis 200 prisonniers politiques aux arrêts n'aurait certainement pas toléré Pendant un moment aussi critique la

liberté d'un lanceur d'alerte qui dévoile au quotidien les frasques d'un régime aux abois ».

Rappelons que Paul Chouta avait été sérieusement tabassé à son domicile à Yaoundé le jeudi 31 janvier 2019. Il s'en était sorti avec des blessures et hématomes « C'était à l'époque les premiers signes, voir menaces qui lui étaient envoyés. Mais il n'a pas cédé et a fait preuve de courage et de détermination. Il a continué son travail d'information et de dénonciation », affirme Boris Bertolt.

Très suivi sur les réseaux sociaux, Paul Chouta se fait appeler le « TVG de l'info ». Il a, au fil de temps réussi de part ses analyses froides, ses informations primaires, ses révélations fracassantes; drainé une masse importante de fans et de followers.

L'activiste s'était déjà fait agresser par le passé, et son matériel de travail confisqué, il s'activait à l'époque sur le dossier Bonita, nom de l'adolescente violée selon lui par un journaliste bien connu.
